

## Évolution globale en métropole

### Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2006

L'exercice 2006 se caractérise par une poursuite de la croissance des dépenses totales : + 2,8 % en euros courants résultant de l'effet conjugué **de la croissance des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement : respectivement + 3,3 % et + 1,2 % par rapport à 2005.**

L'équipement brut augmente de façon soutenue (+ 5,0 %), illustrant ainsi l'influence du cycle électoral sur les dépenses d'investissement des communes. Cette croissance est aussi due à la mise en application de normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement, ainsi qu'à l'effet de la hausse des prix dans le bâtiment et les travaux publics.

Le développement de l'intercommunalité (près de 9 communes de moins de 10 000 habitants sur 10 appartiennent à un groupement à fiscalité propre) a profondément modifié le paysage local depuis 2000. Il tend à ralentir : le nombre de communes ayant adhéré à un groupement à fiscalité propre a augmenté de 1,9 % (contre 2,8 % en 2005). Le transfert de compétences des communes vers ces groupements s'accompagne parallèlement de transferts de charges et de ressources mais ces mouvements sont moins marqués en 2006.

#### Poursuite de la croissance des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement qui représentent 60 % des dépenses réelles totales augmentent de 3,3 % par rapport à 2005. Cette augmentation est due à la croissance simultanée des charges à caractère général (+ 3,3 %) et des dépenses de personnel (+ 3,2 %) qui représentent respectivement 30 % et 46 % des dépenses de fonctionnement.

D'autre part, **les charges d'intérêts augmentent de 2,3 %** après la tendance à la baisse enregistrée depuis plusieurs exercices.

#### Poursuite de la croissance des recettes de fonctionnement

La progression des recettes réelles de fonctionnement (+ 3,3 %) s'explique par l'augmentation des impôts et taxes (+ 2,6 %) dont une croissance de 2,8 % du produit voté des 4 taxes directes locales. Cependant, **l'analyse des impôts directs** est affectée par le développement de l'intercommunalité et spécialement des groupements à TPU : ceux-ci perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent à la commune une dotation de compensation et une dotation de solidarité. Si l'on tient compte des reversements de fiscalité des groupements, le produit des 4 taxes augmente de 3,1 %.

Le poste des dotations et participations enregistre une croissance plus forte en 2006 (+ 3,4 % contre 1,7 % en 2005). Ce poste inclut la DGF qui progresse de 1,8 % par rapport à 2005. Rappelons que ce poste avait connu de fortes variations suite à **la réforme de l'architecture des concours financiers de l'État** qui intègre dans la DGF les compensations de fiscalité versées par l'État.

#### Un niveau d'épargne important

La progression des recettes de fonctionnement face à celle des dépenses de fonctionnement permet aux communes de moins de 10 000 habitants de continuer à augmenter leur niveau d'épargne brute (+ 3,3 %) qui correspond au solde de la section de fonctionnement. Cette nouvelle évolution confirme le cycle d'amélioration du niveau d'épargne et de l'autofinancement. Le niveau atteint par l'épargne brute est largement suffisant pour financer les remboursements de dette qui sont en nette diminution (- 7,8 %).

#### La progression de l'investissement direct se poursuit en 2006

La croissance des dépenses d'équipement brut des communes de moins de 10 000 habitants confirme la tendance classique du cycle électoral et s'inscrit dans un contexte d'augmentation pour l'ensemble des collectivités (régions, départements et groupements). Elle résulte également de la mise en application des normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement.

#### Poursuite du recours à l'emprunt pour financer les investissements

Malgré la progression du niveau d'épargne, le recours à l'emprunt pour financer les dépenses d'équipement brut se poursuit. Le montant des emprunts est supérieur à celui des remboursements de dette, ce qui contribue à l'augmentation de l'encours de dette au 31 décembre (+ 2,9 %). Cependant, le poids relatif de la dette par rapport aux recettes de fonctionnement reste stable.

Les petites communes conservent en moyenne une marge de trésorerie importante. En 2006, la variation du fonds de roulement, résultat de la différence entre les recettes totales et les dépenses totales est positive.

**Evolution des budgets des communes de moins de 10 000 habitants (métropole)**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006
	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ constants*
Dépenses réelles totales	+ 2,3%	+ 1,8%	+ 3,4%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 2,8%	+ 0,3%
Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette	+ 2,3%	+ 1,7%	+ 3,2%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 2,5%	+ 0,0%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie) (I)	+ 2,3%	+ 5,6%	- 0,2%	+ 1,7%	+ 3,4%	+ 3,3%	+ 0,8%
Charges de personnel	+ 4,3%	+ 6,9%	+ 2,5%	+ 2,7%	+ 3,4%	+ 3,2%	+ 0,7%
Charges d'intérêts (IV)	+ 0,4%	- 6,8%	- 14,3%	- 16,1%	- 5,2%	+ 2,3%	- 0,2%
Recettes réelles de fonctionnement (II)	+ 1,6%	+ 3,6%	+ 2,2%	+ 2,6%	+ 3,7%	+ 3,3%	+ 0,8%
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	+ 1,1%	+ 3,1%	+ 0,9%	+ 21,1%	+ 3,6%	+ 1,8%	- 0,7%
Produit des 4 taxes	- 1,7%	- 0,7%	+ 1,2%	+ 3,1%	+ 3,1%	+ 2,8%	+ 0,3%
Produit des 4 taxes (1)	n.d	+ 9,9%	+ 9,7%	+ 5,1%	+ 3,9%	+ 3,1%	+ 0,6%
Épargne de gestion (III)=(II)-(I)	- 0,5%	- 4,2%	+ 6,7%	+ 2,3%	+ 3,5%	+ 3,2%	+ 0,7%
Épargne brute (V)=(III)-(IV)	- 0,7%	- 3,6%	+ 11,7%	+ 5,9%	+ 4,8%	+ 3,3%	+ 0,8%
Épargne nette = (V)-(VI)	- 2,2%	- 7,8%	+ 25,2%	+ 12,0%	+ 8,2%	+ 12,5%	+ 9,8%
Dépenses réelles d'investissement (y c. travaux en régie)	+ 4,0%	- 2,5%	+ 9,6%	+ 6,4%	+ 4,2%	+ 2,0%	- 0,5%
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette	+ 3,7%	- 3,0%	+ 9,3%	+ 6,5%	+ 4,1%	+ 1,2%	- 1,2%
Remboursements de dette	+ 0,7%	- 0,1%	+ 2,6%	- 0,2%	+ 1,5%	- 4,0%	- 6,3%
Remboursements de dette hors gestion active de la dette (VI)	+ 1,1%	- 0,7%	+ 1,0%	- 0,3%	+ 0,9%	- 7,8%	- 10,1%
Dépenses d'équipement brut	+ 1,5%	- 6,4%	+ 10,1%	+ 8,3%	+ 5,4%	+ 5,0%	+ 2,4%
Emprunts réalisés	- 8,0%	+ 1,0%	+ 13,9%	+ 4,3%	+ 6,4%	+ 6,0%	+ 3,4%
Emprunts réalisés hors gestion active de la dette	- 7,8%	+ 0,4%	+ 12,5%	+ 4,3%	+ 6,0%	+ 3,1%	+ 0,6%
Encours de la dette au 31/12/2005	- 0,0%	- 0,4%	+ 1,2%	+ 1,8%	+ 2,5%	+ 2,9%	+ 0,4%
Annuité de la dette	+ 0,8%	- 1,9%	- 2,2%	- 4,4%	- 0,0%	- 2,4%	- 4,8%
Annuité de la dette hors gestion active de la dette	+ 1,0%	- 2,4%	- 3,4%	- 4,6%	- 0,4%	- 5,3%	- 7,6%

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion 2006 fournis par la DGFiP.

(1) y compris le reversement de fiscalité des groupements à TPU

\*taux déflatés par l'indice de prix du PIB (source : INSEE "Comptes nationaux annuels" mise à jour du 15/05/2008).

N.B. : les évolutions sont calculées à champ constant (i. e. sur les communes présentes les années n et n-1).

## Volume des dépenses et recettes en 2006 (métropole)

<i>En millions d'euros</i>						
Exercice 2006	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
Communes de moins de 10 000 habitants	500 habitants	à moins de 2 000 hab.	à moins de 3 500 hab.	à moins de 5 000 hab.	à moins de 10 000 hab.	
<b>Métropole</b>						
<b>Dépenses réelles totales*</b>	<b>4 482</b>	<b>10 408</b>	<b>5 809</b>	<b>4 217</b>	<b>9 081</b>	<b>33 996</b>
Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie	2 467	5 913	3 483	2 645	6 024	20 531
Dépenses réelles d'investissement y c. travaux en régie*	2 015	4 495	2 326	1 572	3 057	13 465
<b>Dépenses de gestion hors travaux en régie** (1)</b>	<b>2 382</b>	<b>5 659</b>	<b>3 327</b>	<b>2 522</b>	<b>5 765</b>	<b>19 656</b>
Charges à caractère général	793	1 856	1 073	774	1 675	6 170
Charges de personnel	843	2 529	1 642	1 311	3 161	9 486
Autres charges de gestion courante	693	1 185	572	411	868	3 731
Autres dépenses de gestion	60	116	63	46	114	398
(-travaux en régie)	(-7)	(-26)	(-23)	(-21)	(-52)	(-129)
<b>Recettes réelles de fonctionnement (2)</b>	<b>3 393</b>	<b>7 905</b>	<b>4 583</b>	<b>3 346</b>	<b>7 472</b>	<b>26 700</b>
<b>Impôts et taxes</b>	<b>1 302</b>	<b>3 713</b>	<b>2 418</b>	<b>1 865</b>	<b>4 300</b>	<b>13 598</b>
dont produit 4 taxes (voté)	974	2 770	1 717	1 233	2 744	9 437
<b>Dotations et participations</b>	<b>1 340</b>	<b>2 753</b>	<b>1 451</b>	<b>1 009</b>	<b>2 150</b>	<b>8 703</b>
dont DGF versée	903	1 984	1 059	718	1 514	6 178
<b>Ventes de produits, prestations de service</b>	<b>231</b>	<b>451</b>	<b>246</b>	<b>186</b>	<b>419</b>	<b>1 533</b>
<b>Autres recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>519</b>	<b>987</b>	<b>469</b>	<b>286</b>	<b>604</b>	<b>2 865</b>
<i>Produit des 4 taxes et reversement de fiscalité</i>	1 040	3 244	2 152	1 648	3 747	11 831
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>						
<b>Épargne de gestion (3) = (2)-(1)</b>	<b>1 010</b>	<b>2 245</b>	<b>1 256</b>	<b>825</b>	<b>1 707</b>	<b>7 043</b>
Charges d'intérêts (4)	84	254	156	123	258	875
<b>Épargne brute (5) = (3)-(4)</b>	<b>926</b>	<b>1 992</b>	<b>1 100</b>	<b>702</b>	<b>1 449</b>	<b>6 168</b>
Remboursements de dette* (6)	294	791	444	304	654	2 487
<b>Épargne nette = (5)-(6)</b>	<b>632</b>	<b>1 201</b>	<b>656</b>	<b>398</b>	<b>795</b>	<b>3 682</b>
<b>Dépenses d'équipement brut</b>	<b>1 646</b>	<b>3 547</b>	<b>1 821</b>	<b>1 223</b>	<b>2 311</b>	<b>10 549</b>
<b>Recettes réelles d'investissement*</b>	<b>1 279</b>	<b>2 735</b>	<b>1 314</b>	<b>910</b>	<b>1 703</b>	<b>7 941</b>
<b>Dotations et subventions d'investissements</b>	<b>759</b>	<b>1 452</b>	<b>677</b>	<b>422</b>	<b>777</b>	<b>4 088</b>
<b>Emprunts*</b>	<b>404</b>	<b>1 071</b>	<b>556</b>	<b>403</b>	<b>807</b>	<b>3 242</b>
<b>Autres recettes réelles d'investissement</b>	<b>115</b>	<b>212</b>	<b>81</b>	<b>84</b>	<b>119</b>	<b>611</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2006</b>	<b>2 103</b>	<b>6 235</b>	<b>3 771</b>	<b>2 822</b>	<b>6 033</b>	<b>20 964</b>
Annuité de la dette*	378	1 044	600	427	912	3 362

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion 2006 fournis par la DGFiP.

\* Hors gestion active de la dette

\*\* Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts